

« BILAN DU PREMIER MANDAT DE LA LDRG »

La genèse du modèle « Démocrate-Réformiste »

Guinéennes et guinéens,
Mes très cher(e)s compatriotes,

Quel formidable jour que celui que nous partageons aujourd'hui ensemble. Nous célébrons aujourd'hui avec une immense joie l'an 3 de la LDRG. Voilà 3 ans que la LDRG existe. Qui l'aurait vraiment cru ? À vrai dire, très peu y ont cru car je me souviens encore qu'il y a beaucoup qui avaient fort parié que la LDRG est un mouvement mort né. Il y a beaucoup qui avaient fort parié qu'aucun mouvement et aucune force totalement indépendante ne peut exister plus de 3 mois dans l'environnement sociopolitique guinéen. Et pourtant, mes cher(e)s compatriotes, si je m'adresse à vous aujourd'hui, c'est non seulement parce que voilà 3 années pleines que nous existons, mais c'est surtout parce que nous avons encore l'intention d'exister le temps qu'il faudra pour que les plus découragés et les plus résignés de notre Génération soient définitivement convaincu que dire « NON » à l'establishment n'est pas la fin du monde, mais plutôt l'acte de foi requis pour toutes les guinéennes et tous les guinéens épris de Justice, de Renouveau et de Changement sur nos terres de Guinée. Nous avons vraiment l'intention d'exister le temps qu'il faudra pour que les plus découragés et les plus résignés de notre Génération comprennent enfin que le Renouveau et le Changement ne sont plus des choses à attendre, mais plutôt des choses à apporter et à imposer sur nos terres de Guinée.

Mesdames et Messieurs,
Mes très cher(e)s compatriotes,

Trois années d'existence au sein de la LDRG équivalent à un mandat. Au bout de chaque mandat nous tenons une Convention. Cette première Convention est l'occasion de nous arrêter le temps de faire le bilan de nos trois premières années d'existence, de corriger le tir lorsque c'est nécessaire, et de définir les axes stratégiques pour les trois prochaines années, donc pour le prochain mandat.

Mais avant de procéder à cela, mesdames et messieurs, permettez-moi d'abord, au nom de l'ensemble de mes camarades de lutte qui travail souvent dans l'ombre, de rendre ici hommage à toutes celles et tous ceux qui nous ont fait confiance dès le début et nous ont apporté leur soutien tout au long de nos trois premières années d'existence. Je suis convaincu que ce soutien que vous nous avez apporté au cours de nos trois premières années est un soutien franc et sincère car il n'y a aucune, alors vraiment aucune, obligation derrière sinon que l'engagement volontaire de chacun de vous à entretenir une flamme qui incarne l'espoir de notre génération. Les premières années d'un mouvement comme celui de la LDRG ne sont certainement pas les années les plus faciles, mais malgré tout votre confiance et votre soutien ne nous ont pas fait défaut. Nous nous en souviendrons pour toujours. Encore une fois, soyez-en remercié !

Mesdames et messieurs,
Mes très cher(e)s compatriotes,

Nous conviendrons que une organisation qui ne dresse jamais son bilan et qui ne rend pas des comptes n'est pas une organisation sérieuse et crédible. Au sein de la LDRG, heureusement, nous avons su instaurer cette culture de transparence et de responsabilité qui nous exige chaque année de dresser notre bilan et de rendre des comptes à nos compatriotes de ce que nous faisons et de ce que nous avons l'intention de faire. Aujourd'hui donc, c'est l'heure de dresser le bilan de nos trois premières années d'existence. Le bilan de mon premier mandat à la tête de la LDRG.

Mesdames et Messieurs,

Mes très cher(e)s compatriotes,

J'espère cependant que vous ne vous attendez pas à ce que je vous dise que nous avons construit des ponts et des autoroutes partout, sinon je risque alors de vous décevoir. Il faut toujours avoir en tête le fait que la LDRG n'est ni un parti politique ni un organisme gouvernemental. Il est vrai que notre société a encore du mal à l'accepter, mais il est évident que nous ne cherchons ni à plaire aux foules, ni à solliciter des votes lors des échéances électorales, encore moins à obtenir des postes dans un gouvernement. Ça ce n'est pas la LDRG. Il faut tout simplement se rappeler que la LDRG est un mouvement de conscience, une force de réflexion et de pression qui œuvre pour la promotion des principes et des valeurs démocratiques en Guinée. À ce titre, vous ne jugerez pas le bilan de la LDRG en termes de ponts ou d'autoroutes construits, mais plutôt en termes d'efficacité et de réalisations dans notre domaine d'intervention. Les principaux critères pour évaluer notre bilan sont donc les concepts, les publications, les analyses, les réformes, les campagnes, les manifestations, et l'influence que l'ensemble de ces éléments que je viens de citer ont eus dans l'imaginaire de nos compatriotes et dans la vie sociopolitique guinéenne. Ainsi, tout au long de cette adresse, vous allez donc découvrir, sur le plan des activités réalisées, comment la LDRG s'est comportée au cours de ses trois premières années. Mais je vais également partager avec vous les axes stratégiques de notre prochain mandat.

I-LE BILAN

Pour dresser ce bilan, nous allons commencer par distinguer les activités de Proposition des activités de Pression :

A-Au titre des activités de Proposition : au cours de nos trois premières années nous avons produit 8 principales réformes :

1-Nous avons produit une réforme de la santé publique : qui, grâce à un système de solidarité nationale, garantira à l'ensemble des populations guinéennes une couverture universelle pour les maladies primaires, telle que le paludisme, la polio, la diarrhée, le choléra, la fièvre typhoïde, la tuberculose, la lèpre, ainsi que les soins de santé maternelle pour les familles d'un certain revenu. C'est une politique de santé publique décentralisée où chaque préfecture et chaque ville sera doté du personnel généraliste et des outils nécessaires pour couvrir leur population; où chaque région sera doté de médecins semi-spécialistes doté des équipements nécessaires pour venir à bout des cas beaucoup plus sérieux; c'est enfin une politique de santé publique qui, si elle est mise en application jusqu'à son terme, dotera la Guinée de spécialistes reconnus qui attireront des patients de la sous-région vers les hôpitaux guinéens, nous permettant ainsi de rééquilibrer le déficit médicale que nous avons avec l'extérieur et de mieux rentabiliser notre système de santé publique.

2-Nous avons également produit une réforme de l'éducation nationale : alors que tout le monde s'accorde à dire que l'éducation est le premier investissement d'avenir, l'école guinéenne est depuis plusieurs décennies « bonne dernière » dans la sous-région. Les réalités du système éducatif guinéen ne peuvent laisser indifférent aucun responsable public qui a le souci d'un avenir meilleur pour la Guinée et pour les enfants de Guinée. C'est parce que l'éducation est l'avenir de la nation que la LDRG s'est donnée également pour mission de proposer une réforme complète du système éducatif guinéen. La réforme que nous avons proposé consiste à remettre nos enseignants, nos professeurs et nos enfants au cœur d'un effort national sans précédent. La réforme en question repose sur 7 principes fondamentaux : (1) une éducation de base obligatoire de 10 ans ; (2) la combinaison du primaire et du collège en un cycle d'enseignement unique ; (3) la flexibilité et le repositionnement sur la filière de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ; (4) l'introduction d'un enseignement alternatif ; (5) la révision des programmes d'enseignement ; (6) la régulation des flux scolaires et l'arbitrage entre quantité

et qualité ; et enfin, (7) la décentralisation partielle de l'exécution de la politique de l'éducation nationale. Au bout de 9 années de réforme continue, cette réforme permettra à la Guinée de garantir la scolarisation universelle pour tous les enfants de Guinée. Au bout de la 12^{ème} année de réforme, le système éducatif guinéen attirera des étudiants de la sous-région et de l'Afrique à la quête d'une éducation reconnue. Je rappelle que c'est une réforme entièrement financée.

3-Nous avons également produit une réforme complète du système judiciaire guinéen

guinéen : il se trouve que depuis l'avènement de la deuxième république, voilà 27 années que la justice guinéenne est une justice aux ordres conçue pour favoriser les politiquement, économiquement et militairement forts. L'impunité encourage les oppresseurs et terrorisent les faibles qui ne sont autre que les pauvres populations. Cela fait de la Guinée un État de non droit où les faibles n'auront jamais raison des forts. Conscient du fait qu'aucun progrès socioéconomique ne peut être durable sans un véritable État de droit, au sein de la LDRG nous nous sommes penché sur la question pour proposer une réforme complète du système judiciaire guinéen. La réforme que nous proposons repose sur 4 principes fondamentaux : (1) d'abord un effort de pédagogie pour effacer dans l'esprit des populations la fausse idée selon laquelle le Ministère de la justice représente le pouvoir judiciaire ; (2) ensuite, il s'agit de constitutionnaliser le CSM qui est le « gouvernement » du pouvoir judiciaire, et de le rétablir dans ses prérogative de seuls responsables de la gestion de la carrière de nos juges ; (3) Puis, il s'agit de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire en invitant le président de la république et son premier ministre à quitter gentiment le CSM ; et enfin, (4) il s'agit de responsabiliser nos magistrats en leur demandant de rendre des comptes au peuple, leur offrir la formation nécessaire, et garantir l'indépendance financière du pouvoir judiciaire en lui permettant de préparer par lui-même son budget de fonctionnement. Au bout de cette réforme du système judiciaire, la Guinée sera un État de droit où la seule force suprême reconnue sera la loi du peuple. Au bout de cette réforme, nul ne sera plus jamais au-dessus de la loi en Guinée, ni même le président de la république.

4-Nous avons également produit une politique de promotion de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption

et de lutte contre la corruption : alors que la Guinée est cataloguée comme l'un des pays les plus corrompu en Afrique avec plus de 500 millions de dollars qui s'envolent chaque année dans les circuits de la corruption, la LDRG a fait l'effort de diagnostiquer en profondeur le problème et de présenter une politique complète de promotion de la Bonne gouvernance et de lutte contre la corruption en Guinée. Cette politique est une combinaison de mesures légales, institutionnelles et administratives. Il en ressortira le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée nationale et la création d'un organe Anti-corruption indépendant des pouvoirs politiques qui sera chargé de faire le suivi des fonds public dans l'exécution des projets publics. C'est un organe qui devra déposer chaque année à l'Assemblée nationale un rapport qui fera objet d'un débat public pour améliorer les processus, enquêter sur les détournements de fonds et sanctionner les coupables de corruption. Cet organe permettra à la Guinée de sauver chaque année près de 500 millions de dollars.

5-Nous avons également produit une politique de relance économique, de désendettement et de stabilisation des prix:

désendettement et de stabilisation des prix: alors que voilà plus d'une décennie que la hausse généralisée des prix en Guinée continue à ruiner la vie des populations, les principaux responsables de la hausse des prix continuent à fuir leur responsabilité en instrumentalisant l'affaire à des fins politiciennes. Dans la politique que nous proposons au sein de la LDRG, nous mettons en avant 4 principaux éléments : (1) d'abord nous situons la responsabilité de la hausse des prix au niveau des acteurs en charge de la politique économique et monétaire, c'est-à-dire le gouvernement et la Banque centrale; (2) ensuite, nous proposons des mesures de bonne gestion budgétaire et de relance économique basée sur l'investissement privé; (3) Puis, nous proposons une politique désendettement qui permettrait à la Guinée de bénéficier d'une meilleure marge de manœuvre en matière d'investissement publics; et enfin, (4) nous en venons à des mesures institutionnelles,

notamment l'indépendance de la Banque centrale, et la responsabilisation de la Banque centrale à rendre des comptes chaque 6 mois à l'Assemblée nationale sur sa mission de lutte contre la hausse généralisée des prix. Avec une rigueur budgétaire, une bonne politique de désendettement et une Banque centrale indépendante sur le plan organisationnel et fonctionnel, non seulement la Guinée enclenchera une dynamique économique vertueuse, mais de plus, le niveau des prix sera contenu de manière à préserver le niveau de vie des populations guinéennes.

6-Nous avons également produit une réforme de système de sécurité et de défense nationale : alors que la Guinée n'arrive pas encore à sortir d'un régime militaire et militarisé, alors que tous les acteurs politiques reconnaissent l'urgente nécessité de procéder à la réforme du système de sécurité et de défense, la LDRG a quant à elle présentée une réforme complète des forces de sécurité et de défense au plus fort moment de la crise de confiance entre les forces armées guinéennes et les populations civiles. La réforme que nous proposons part de la nécessité absolue de soumettre définitivement l'ordre militaire à l'ordre politique et institutionnel légitime. La réforme repose sur 4 principes fondamentaux : (1) d'abord, le rétablissement d'une chaîne de commandement unique afin de mettre un terme à la prolifération de groupes armés incontrôlables; (2) ensuite, un plan de redéploiement d'urgence qui permette de démilitariser, de démobiliser, de recruter, de former et de redéployer une nouvelle armée moderne, contenue, efficace et représentative de toutes les sensibilités ethniques; (3) puis, il s'agit de restructurer le système de sécurité et de défense en fonction des principales menaces auxquelles nous sommes confrontés, c'est-à-dire des rébellions armées, les trafics de stupéfiants, le terrorisme et les catastrophes naturelles; et enfin, (4) il s'agit de restructurer la police nationale et de lui confier entièrement la responsabilité de la sécurité intérieure. En allant au bout de cette réforme, non seulement la Guinée disposera d'un système de sécurité et de défense moderne et efficace, mais de plus, la confiance entre les forces de sécurité et le peuple sera entièrement rétablie. L'armée sera une entité apolitique qui participe à la vie active de la nation et qui se désolidarise de toutes velléités politiques anticonstitutionnelles.

7-Nous avons également produit une politique de promotion de la femme guinéenne et de rétablissement de l'équité genre : alors que le rôle indispensable de la femme dans la réduction de la pauvreté est prouvé partout dans le monde, il se trouve que la discrimination faite aux femmes guinéennes est même devenue systématique dans l'accès aux ressources nécessaires au développement socio-économique; de même, malgré qu'il soit prouvé que le manque d'éducation est l'une des causes principales des taux élevés de sous-alimentations, de mortalité infantile et d'infection par le VIH/SIDA, encore de nos jours, plus de 30% des jeunes filles guinéennes n'ont pas accès à l'école ; enfin, les disparités de genre dans la sphère publique et politique restent particulièrement préoccupantes en Guinée. C'est sur ce constat alarmant que nous nous sommes appuyés pour proposer une politique susceptible d'accompagner la femme guinéenne dans sa lutte quotidienne pour « la Dignité, l'Égalité et la Liberté ». La politique que nous avons proposée repose sur 3 principes : (1) d'abord, il s'agit de garantir l'autonomisation et l'indépendance financière de la femme guinéenne en faisant d'elle une véritable actrice sur le plan socioéconomique et le pilier central de toute politique de réduction de la pauvreté; (2) puis, il s'agit de rétablir l'égalité entre homme et femme sur le plan juridique. Pour ce faire, non seulement il s'agit de constitutionnaliser un quota de représentation d'au moins 30% pour les femmes au sein de l'Assemblée nationale et des institutions publiques, mais aussi, il s'agit de créer un « Observatoire de l'équité Genre » et « un Conseil national des femmes ». Ces deux derniers organes auront pour mission d'évaluer d'une manière permanente le respect des indicateurs « Genre » dans la vision du développement durable, et servir de cadre d'orientation et de référence en matière d'égalité de chance et d'équité dans la vie socioéconomique, politique et publique guinéenne; (3) finalement, non seulement la scolarisation des jeunes filles devra être obligatoire à l'image de tous les enfants, mais de plus, grâce à la création de centres de plaintes, la violence faite aux femmes devra être sévèrement punie et réprimandée. En mettant en œuvre cette

politique, non seulement la femme guinéenne recouvrira sa Dignité et sa Liberté, mais de plus, c'est la Guinée toute entière qui recouvrira sa liberté et sa dignité.

8-Nous avons enfin produit une profonde réforme institutionnelle : cette profonde réforme institutionnelle que nous avons proposé trouve sa source d'un travail de recherche assez poussé que nous avons mené durant plusieurs mois sur les relations entre la diversité ethnique et la démocratie en Afrique, et plus particulièrement en Guinée. De ces travaux de recherches, il ressort l'urgente nécessité pour la Guinée de démystifier le principe de la majorité pour favoriser l'émergence d'une nouvelle république qui, non seulement reconnaît des droits légitimes à toutes les diversités ethniques, mais aussi, qui favorise l'expression de cette diversité ethnique à tous les niveaux des structures institutionnelles. C'est sur cette urgente nécessité de doter la Guinée d'un modèle institutionnel adéquat à sa spécificité sociale et sociologique que la LDRG s'est penché sur la rédaction d'une constitution à la hauteur des enjeux démocratiques de la Guinée. Suite à un travail participatif inédit qui a impliqué plus d'un millier de guinéennes et guinéens à travers la planète, nous avons proposé une Constitution reposant sur 7 principes fondamentaux : (1) la création d'un organe anti-corruption indépendant des pouvoirs politiques; (2) la constitutionnalisation de l'indépendance de la Banque centrale et du système judiciaire; (3) la constitutionnalisation de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et d'un partage équitable des richesses nationales grâce à une loi de décentralisation juste; (4) la constitutionnalisation de la neutralité politique de l'administration publique et des forces armées; (5) la constitutionnalisation d'une représentation équitable des différents groupes ethniques à tous les échelons de l'administration publique ainsi qu'au sein des forces armées; (6) et enfin, la constitutionnalisation du partage du pouvoir de manière à garantir l'unité de la nation. C'est cette ingénierie institutionnelle que nous avons appelé le Projet Nouvelle République. À bien des égards, le Projet Nouvelle République est la solution première aux différents problèmes politico-ethniques et démocratiques que traversent la Guinée aujourd'hui.

Mesdames et messieurs,

Mes très cher(e)s compatriotes,

Au titre de nos activités de proposition, ce sont là les principales réformes que la LDRG a produit au cours de son premier mandat. À ces principales réformes, il faudra cependant rajouter la publication de notre premier ouvrage qui s'intitule « **Guinée, le retour des grands empires** ». À l'heure où la nation est sans repère, « *Guinée, le retour des grands empires* » est d'abord un ouvrage qui permet aux guinéennes et guinéens de se rappeler qui ils sont véritablement et ce qui les unit le plus. « *Guinée, le retour des grands empires* » est ensuite un ouvrage qui montre et démontre clairement les raisons de l'échec du projet de développement économique et démocratique de la Guinée durant les 50 dernières années. Mais « *Guinée, le retour des grands empires* » est également un ouvrage qui va puiser au cœur de l'histoire et des valeurs nationales les ressources nécessaires pour redonner un nouveau sens au « rêve Guinéen ». « *Guinée, le retour des grands empires* » est enfin un ouvrage qui dévoile le chemin du possible à la nation.

À nos activités de proposition, il faudra également rajouter un certain nombre de réflexions pertinentes, notamment la réflexion sur le rôle de la Guinée dans l'intégration politique et économique en Afrique de l'ouest ; mais aussi, la réflexion sur le nouveau panafricanisme.

Finalement, au titre de nos activités de proposition, il faudra sans doute souligner la participation active et continue de la LDRG dans les débats publics dans le but d'éclairer nos compatriotes sur les décisions et les enjeux de la vie publique.

Mesdames et messieurs,

Je voudrais finalement terminer sur ce point en affirmant que, si toutes ces réformes sont l'œuvre de la LDRG, cependant, elles ne nous appartiennent pas. Nous invitons nos compatriotes, les acteurs publics et les acteurs politiques à se servir gratuitement. Toutes

ces réformes sont gratuitement disponibles sur <http://guinee-plurielle.com>, le website de la LDRG au niveau de sa rubrique FORCE DE PROPOSITION.

B-Au titre des activités de Pression : au cours de nos trois premières années, nous avons réalisés 4 types d'activités :

1-Les campagnes de mobilisation : ce sont des évènements que nous organisons sur les réseaux sociaux sur internet pour sensibiliser nos compatriotes et susciter une forte opinion publique par rapport aux violations des principes démocratiques, des droits humains, et aux excès du régime dictatorial. Ces campagnes de mobilisation sont un espace et une occasion unique pour nos compatriotes de s'exprimer librement sur les sujets de la vie publique. Au cours de nos trois premières années, nous avons organisé plus de 30 campagnes de mobilisation, dont les 4 principales furent : (1) d'abord, les campagnes « *STOP AUX KAKIS* » que nous avons initiés aux premières heures du coup d'État militaire de décembre 2008. Ces campagnes décrédibiliseront peu à peu la junte militaire et feront admettre l'idée d'un refus populaire et intellectuel de toute continuité d'un pouvoir militaire en Guinée. Le concept « *STOP AUX KAKIS* » sera d'ailleurs repris plus tard un peu partout à travers la planète par la communauté guinéenne pour dénoncer la conduite de la transition par la junte militaire; (2) puis, les « *JOURNÉES DE SOUVENIRS* » que nous avons initiés pour commémorer les répressions de juin 2006 et janvier 2007, et exiger justice pour l'ensemble de ces familles guinéennes qui attendent depuis trop longtemps justice et réparation. Ces journées de souvenirs susciteront une telle émotion populaire que les différents acteurs sociaux et politiques se verront dans l'obligation de se saisir de la question et de remettre en avant la question l'impunité en Guinée; (3) puis, le « *REMAKE DU RÉFÉRENDUM DU 28 SEPTEMBRE 1958* » qui est un évènement que nous organisons à chaque « 28 septembre » pour nous remémorer le « *NON historique* » qui a donnée naissance au « *rêve guinéen* ». Nous avons réussi à faire de cet évènement un formidable catalyseur national qui permet aux guinéennes et guinéens de toutes sensibilités ethniques et politiques de retrouver leurs véritables repères de fierté, de dignité et de liberté. L'idée d'un remake du référendum du 28 septembre 1958 est si forte que la date du 28 septembre est redevenue un véritable enjeu dans la vie politique guinéenne. L'establishment essaie désormais à tout prix de tuer ce fort symbole de l'unité, de la liberté et de la dignité de notre nation. Les opposants s'empressent d'assimiler la date du 28 septembre à des crimes contre l'humanité; quant au nouveau régime, il s'empresse d'assimiler la date du 28 septembre à des pseudo-opérations de réconciliation nationale. Ainsi, en Guinée, tout doit être célébré le 28 septembre sauf le « *NON historique* » de 1958. De ce fait, à l'approche de chaque 28 septembre, cet évènement que nous avons initié oblige les différents acteurs politiques et sociaux en Guinée, et même au-delà, à se positionner, à se redéfinir et à se lancer dans des opérations d'interprétation superflues; (4) Finalement, à ces activités de mobilisation sur les réseaux sociaux, il faudrait cependant rajouter l'organisation réelle à la fin de notre premier mandat de la première édition de la « *CONCERTATION NON-PARTISANE* ». La Concertation Non-Partisane s'est voulu une plateforme rassemblant la communauté guinéenne au-delà des partis et des ethnies. Dans les années à venir, la Concertation Non-Partisane sera l'organe en charge de la préparation de la transition démocratique et de l'alternative au régime actuel.

2-Les campagnes de jeûne : c'est l'une des armes les plus redoutables de la LDRG. Il s'agit de se faire souffrance pour mettre au jour l'aspect brutale, violent et non démocratique de l'establishment. La campagne de jeûne permet également d'adresser un message à l'opinion publique. La campagne de jeûne est finalement une forme de lutte non-violente passive. Au cours de notre premier mandat, en tant que Président de la LDRG, j'ai initié 3 campagnes de jeûne personnel qui ont totalisé 30 jours de jeûne.

3-Le Marathon pour la nouvelle république : c'est également l'une des armes non violentes qui fait partie de l'arsenal de la LDRG. Le marathon consiste à se faire souffrance et, grâce à

son caractère spectaculaire, à frapper les esprits pour mettre l'establishment à la défensive et l'amener incessamment à prouver son innocence. Le marathon pour la nouvelle république est une forme de lutte non-violente active. Au cours de notre premier mandat, en tant que Président de la LDRG, j'ai réalisé 208 km de marche.

4-Les pétitions : nous avons produit trois principales pétitions: (1) la première fut initiée pour dénoncer la transition militaire et proposer une feuille de route pour une transition démocratique inspirée des Concertations nationales de mars 2006 en Guinée. Cette première pétition avait récolté 250 signataires ; (2) la deuxième pétition fut initiée pour réclamer un débat public ouvert et contradictoire entre les deux candidats du second tour de la présidentielle en Guinée. Non seulement ce débat aurait permis aux guinéens indécis d'effectuer le bon choix sur la base des programmes de chaque formation politique, mais de plus, il aurait permis d'atténuer l'ethnisation du scrutin. Cette deuxième pétition avait récoltés à elle seule plus 1200 signataires ; (3) enfin, la troisième pétition fut initiée pour soutenir l'organisation d'un référendum populaire au nom du Projet Nouvelle République. Cette dernière pétition à récolté à ce jour près de 420 signataires.

Mesdames et messieurs,

Mes très cher(e)s compatriotes,

Au titre de nos activités de pression, ce sont là les 4 principales activités que nous avons mené au cours de notre premier mandat. À ces activités, il faut cependant rajouter les diverses actions que nous menons continuellement dans l'ombre pour mettre une pression internationale permanente sur le régime par rapport au respect des droits humains et des principes démocratiques.

Guinéennes et guinéens,

Mes très cher(e)s compatriotes,

Sur le plan des activités de proposition et de pression, la raison même d'existence de la LDRG, voilà tout présenté le modeste bilan de mon premier mandat à la tête de la LDRG. Je suis convaincu qu'il y a immédiatement deux questions légitimes qui vous viennent en tête : tout d'abord, vous vous demandez certainement à quoi tout cela a-t-il servi? De même, vous voulez certainement savoir ce qui nous a permis de réaliser toutes ces activités de Proposition et de Pression?

À la question à savoir « à quoi tout cela a-t-il servi? », je tiens à rappeler qu'il y a tout juste 3 années, les réseaux sociaux sur internet étaient surtout considérés par le commun des guinéens comme de simples espaces de jeux et de rencontres. Cependant, depuis notre première campagne « STOP AUX KAKIS » organisée sur le Web en janvier 2009, puis s'en est suivi nos successives campagnes de sensibilisation, depuis lors nous observons la naissance d'une formidable « **opinion électronique consciente et intelligente** » qui n'attendait que d'être impulsée. Autant cette « opinion électronique » se repartie sur toute la planète et séduit par sa diversité, autant elle croît à une vitesse vertigineuse.

Alors, mesdames et messieurs, à la question « à quoi tout cela a-t-il servi? » Je vais tout simplement vous prier de demander aux acteurs politiques guinéens d'y répondre, car depuis lors, ils sont vraiment rares les acteurs politiques guinéens qui ne se retrouvent pas sur ces réseaux sociaux insaisissables. La conquête des réseaux sociaux est d'ailleurs devenue un véritable enjeu pour le régime et les acteurs politiques qui sont désormais obligés de sortir du confort des médias traditionnels, où ils ont le monopole depuis tant d'années, pour venir finalement affronter pour la première fois dans l'histoire politique de la Guinée des opinions dissidentes et divergentes des leurs.

- Pour la LDRG, le premier mérite est donc celui d'avoir d'abord provoqué cette « Révolution électronique consciente » et d'avoir « impulsé cette formidable opinion électronique intelligente et insaisissable ».

- Le second mérite pour nous est celui d'avoir obligé le régime et les acteurs politiques à sortir de leurs traditionnelles zones de confort pour venir confronter des opinions dissidentes et divergentes sur ces réseaux sociaux insaisissables.
- Le troisième mérite pour nous est celui d'enrichir continuellement le paradigme et d'éclairer nos compatriotes sur les enjeux de la vie publique, mais aussi et surtout d'exister en tant que force de pression indépendante, organisée et capable de conduire des travaux de recherches poussés et d'exercer une influence positive sur la vie sociopolitique guinéenne.
- Enfin, le quatrième mérite pour nous est celui d'imprimer une image démocratiquement mature et responsable de la nouvelle Génération de guinéennes et guinéens, celle qui ne se contente plus de soutenir des individus ou de tendre la main, mais plutôt celle qui connaît ses droits, qui propose des solutions et qui descend dans l'arène pour exiger des réformes.

Mesdames et messieurs,

C'est justement parce que la LDRG est devenue cette force de pression capable d'atteindre en une fraction de seconde près de 100 mille compatriotes repartis à travers la planète, qui à leur tour peuvent relayer et atteindre chacun autant de personnes, c'est justement la menace de cette force de pression qui amène les acteurs politiques et le régime à faire un tour sur le Web dont la logique de fonctionnement leur échappe totalement.

À la question à savoir « qu'est-ce qui nous a permis de réaliser toutes ces activités de Proposition et de Pression? », c'est le moment pour moi de partager avec vous notre petit secret. Vous devez certainement le deviner, c'est notre Budget annuel record. Comme on aime souvent le dire, le nerf de la guerre. C'est bien impressionnant et même quelque peu incroyable, mais mes cher(e)s compatriotes vous devez me croire lorsque je vous affirme qu'au cours de nos trois premières années d'existence, notre Budget fut exactement de 0 franc. Oui, je comprends que c'est difficile à croire, mais au cours de notre premier mandat, notre budget fut bien de 0 franc.

Pourtant on nous a toujours fait croire que l'argent est le nerf de la guerre dans cette affaire. Mes cher(e)s compatriotes, ouvrez les yeux, voilà l'autre aspect qui fait que la LDRG dérange : nous démontrons le contraire de ce qu'ils laissent entendre depuis 27 années dans les états généraux des partis politiques. Pour la troisième année consécutive, nous avons démontré à qui veut le savoir que le moteur essentiel pour conduire la lutte, celle de notre Génération, n'est autre que « LA CONVICTION, LA DÉTERMINATION ET LA FOI ». La Conviction, la Détermination et la Foi, c'est cela notre Budget à nous, et nous mettons au défi tous les partis politiques et toutes les organisations qui évoluent dans la vie sociopolitique guinéenne de présenter chaque année un bilan aussi fourni que celui de la LDRG.

Mesdames et messieurs,

Mes très cher(e)s compatriotes,

Au vue du bilan de notre premier mandat que je viens de vous présenter, au vue de l'influence que ce modeste bilan commence à exercer sur la vie sociopolitique guinéenne, et au vue du budget qui nous a permis de réaliser ce modeste bilan, au vue de ces trois principaux éléments il apparaît incontestablement l'émergence d'un modèle d'action et d'influence progressiste, inédit et singulier dans l'environnement sociopolitique guinéen. C'est le modèle « **Démocrate Réformistes** ». Ce modèle se caractérise par une idéologie libéraliste-sociale. Il est bâti sur des principes d'indépendance, de neutralité politique et d'esprit réformateur. Ce modèle puise ses ressources vitales, d'une part au sein des nouvelles idées et des nouvelles réformes, et d'autre part, au sein de la conviction, de la

détermination et de la foi avec laquelle les « Démocrates Réformistes » entreprennent leurs œuvres. Croyez-moi mes cher(e)s compatriotes, cette nouvelle force « Démocrate-Réformiste » n'est pas apparue pour faire de la figuration dans l'environnement sociopolitique guinéen. Elle est là pour durer et elle a une mission : « changer le cours de l'histoire en Guinée ».

Guinéennes et guinéens,
Mes très cher(e)s compatriotes,

L'appréciation finale de notre bilan vous revient à vous qui nous portez dans vos cœurs et dans vos âmes. À vous qui vous demandez chaque jour à quand la fin de cette descente aux enfers. À vous qui en avez marre de la politique politicienne et de la division ethnique. Il est vrai que vous ne cotisez pas tous au sein de notre organisation, mais soyez rassuré, pour les démocrates réformistes, votre écoute et votre regard plein d'espoirs suffisent pour nous amener, à l'occasion de cette première Convention, à renouveler l'engagement de la LDRG à servir la cause des plus faibles, à défendre les intérêts du Peuple de Guinée et à continuer la lutte jusqu'au bout. Nous n'accepterons plus jamais, pour ne rien au monde, un quelconque hold-up contre notre pays et notre nation.

- Aux acteurs publics qui, jusqu'aujourd'hui, n'ont pas pillés les ressources de la Guinée : nous les invitons à s'abstenir définitivement. À ceux qui en ont fait leur métier, qu'ils sachent qu'ils n'échapperont pas à la Justice ;
- Aux forces armées guinéennes, qu'elles se méfient des fusils qu'elles portent sur leurs épaules : c'est leur premier ennemi. La violence ne gouvernera plus la Guinée et la loi de la force sera bientôt bannie sur nos terres de Guinée ;
- Aux acteurs politiques, qu'ils sachent qu'ils n'auront désormais de pouvoir que pour servir le peuple. S'ils ont encore l'intention de continuer dans la logique du pouvoir pour l'accumulation illicite des richesses de notre nation, alors qu'ils sachent qu'ils sont définitivement du mauvais côté de l'histoire car la LDRG est du côté du peuple.

Guinéennes et guinéens,
Mes très cher(e)s compatriotes,
Avant de conclure cette adresse, permettez moi à présent de partager avec vous les axes stratégiques sur lesquels la LDRG a l'intention de se focaliser au cours du prochain mandat.

II-Les axes stratégiques du prochain mandat

Tout d'abord, désormais au sein de la LDRG nous avons une référence : c'est notre premier mandat de 3 ans. Au cours de nos prochains mandats, nous ne devons pas faire moins que ce que nous avons réalisé au cours de notre premier mandat.

- **Concernant nos activités de Proposition**, pour le prochain mandat nous nous engageons à fournir 6 principales nouvelles réformes : (1) une politique agricole adaptée aux spécificités et aux besoins de la Guinée; (2) une politique de gestion des ressources naturelles qui tienne compte de l'environnement, de la transparence, du développement local et des prochaines générations; (3) un programme de réforme de l'État reposant sur des processus et des standards qui moderniseront et rendront plus efficace et efficiente l'administration publique guinéenne; (4) une politique industrielle qui fera de la Guinée la championne de la nouvelle économie écologique et verte de l'Afrique; (5) une réforme de la sécurité sociale capable d'éradiquer l'extrême pauvreté en Guinée; et enfin (6) une politique d'emploi destinée à former et à mettre la jeunesse guinéenne au travail. Concernant nos activités de proposition,

nous nous engageons également à produire un second ouvrage sur les voies et moyens de transformer la Guinée et la vie des populations guinéennes pour le meilleur.

- **Concernant nos activités de Pression**, pour le prochain mandat nous nous engageons à continuer sur la même lancée que le premier mandat. Tant que ça sera nécessaire, nous poursuivrons les campagnes de mobilisation, les campagnes de jeûne et le marathon pour la nouvelle république; nous continuerons à faire signer des pétitions; et la Concertation Non-Partisane se poursuivra pour préparer l'alternative au régime actuel. Nous nous engageons surtout à continuer à développer notre force d'influence en explorant de nouvelles méthodes de pressions non-violentes.
- La principale nouveauté de notre prochain mandat consistera en notre engagement à encourager et à parrainer des projets de développement à destination des populations locales en Afrique, particulièrement en Guinée.

Guinéennes et guinéens,

Mes très cher(e)s compatriotes,

Ce sont là les principaux axes stratégiques sur lesquelles la LDRG se focalisera au cours du prochain mandat. Ce prochain mandat sera placé sous le signe de la « **Consécration de la société civile indépendante dans l'environnement sociopolitique guinéen** ». Avec votre soutien continu, nous honorerons nos engagements.

III-CONCLUSION

Guinéennes et guinéens,

Mes très cher(e)s compatriotes,

Pour conclure cette adresse, à l'occasion de l'An 3 de la LDRG, je vous invite à oublier toute amertume, tout pessimisme et tout chagrin. Aujourd'hui, malgré tout, ne faites place qu'à l'espoir, qu'à l'amour du prochain et qu'à la fierté d'être tout simplement guinéennes et guinéens. Aujourd'hui, mes cher(e)s compatriotes, célébrons, fêtons et exultons le « guinéen nouveau ». Ce « guinéen nouveau », c'est vrai qu'ils ne se reconnaissent pas en lui, c'est vrai qu'ils ne veulent aucunement l'entendre ni ne peuvent l'accepter. Pourtant, mes cher(e)s compatriotes, dites-leur, dites-leur que le « guinéen nouveau » est arrivé et il est bien là. Dites-leurs que la « Génération Nouvelle » est arrivée et elle est bien là.

Honneur à la nouvelle Génération!

Vive le peuple du 28 septembre 1958!

Vive la LDRG! Pour que vive la Rép. De Guinée!